

2 EUROS N°106 /// MAI - JUIN 2008 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086

LE RETOUR DES AFFAMEURS

_ LE PARTI SOCIALISTE CAPITULE_ SANS-PAPIERS EN LUTTE..._ ET ÇA CONTINUE_ LES JOURNÉES DE MAI_ LYCEENS, Y'A DU PROCESSUS DANS L'AIR_ L'EXPLOITATION EXITE PLUS QUE JAMAIS_ LES RECETTES DE MAMY ANARCHO_ HAUSSE DES PRIX : TOUJOURS PLUS _UN SANDWICH : 9 MOIS FERMES_ NATIONALES, REGIONALE OU ETHNIQUES, LES IDENTITES SONT UNE ARME DU POUVOIR_ LE NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE_ DES ANNÉES DE PLOMB DANS LA CERVELLE_ QUE FAIRE_ MUGUET D'HUMEUR DU PREMIER MAI_...

C.N.T - A.I.T RESISTANCE POPULAIRE

ABONNEMENT UN AN
Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien : 20 euros ou plus

Libellez les chèques à l'ordre de :
CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement.

Si ce numéro est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

Si votre abonnement est à jour, ne tenez pas compte des prospectus de relance qui peuvent être inserrés automatiquement dans le journal.

POUR DIFFUSER *ANARCHOSYNDICALISME !* AUTOUR DE VOUS

Vous pouvez recevoir plusieurs exemplaires pour les diffuser. Prenez contact avec le journal pour les modalités pratiques.

Tout contact avec le journal :
CNT-AIT
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

Les articles et des infos en ligne sur les sites :

http://cnt-ait-toulouse.fr

http://cnt-ait.info
(CNT-AIT de Paris-Nord)

http://cnt.ait.caen.free.fr/
(avec forum)

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants, salariés ou chômeurs.

Directeur : J. Pastor

Le parti socialiste capitule

Lors de sa récente déclaration de "Principes", le Parti socialiste a officialisé sa capitulation devant la machine capitaliste. Celle-ci était déjà effective dans les faits. La voilà désormais en toutes lettres, gravée dans la Charte de ce sinistre parti technocrate bourgeois. Trop éloignés des réalités concrètes des individus, ces opportunistes élitistes, enfermés dans leur tour d'ivoire, persistent et signent dans leurs incompréhensions du monde qui les entoure, terminent leur virage à droite, nient la racine du mot auquel leur structure sclérosée se propose de faire référence : le social.

Quand le peuple et les travailleurs de tous pays souffrent au plus profond d'eux-mêmes des infamies du capitalisme, quand celui-ci en vient à détruire l'environnement, provoque des dangers sans précédent sur les conditions de vie, aussi bien sanitaires que sociales, quand la dignité des individus et leur intégrité physique et morale ne sauraient trouver de salut que dans une révolte libre et solidaire, dans une rupture nette et sans bavure ; les énarques bien-pensants se refusent à la révolution et se proposent d'accompagner par des réformes molles le monde, jusqu'à la fin de sa lente agonie. Des réformes, comme celles qu'ils nous proposent depuis 1981, et dont tous, sauf eux peut-être, ont souffert de l'amertume. La tête baissée, ces bourgeois inconscients et clientélistes nous sermonnent : "Jusqu'ici, tout va bien", répètent-ils, à l'instar de cet homme tombant d'une tour et pas encore fracassé sur le sol*1. Enfermés dans des querelles entre clans internes, le monde se serait effondré dix fois qu'ils se battraient encore pour savoir lequel (laquelle) d'entre eux aurait était le meilleur "présidentiable". Ces arrivistes crapuleux, traîtres sociaux, nombrilistes sans vergogne, préfèrent poursuivre leur combat de nains plutôt que d'accepter la réalité qui les entoure. Or la réalité est là : le capitalisme qui nous opprime ne se réforme pas, il s'abat.

Les voilà ces messieurs et dames des hautes sphères qui, pour toutes solutions aux maux dont nous souffrons, nous proposent, dans une inventivité sans pareille, l'économie de marché ! Celle-là même, fondée sur l'inégale répartition des richesses, sur l'exploitation par une poignée de capitalistes de l'ensemble des individus. Car, rappelons-le, l'économie de marché n'est rien d'autre qu'un des nombreux visages du capitaliste. Mais trop engraissés par leurs statuts de privilégiés, après avoir placé deux d'entre eux aux sommet des institutions financières qui dirigent ce monde, les membres du parti socialiste, charogne de classe des opprimés, y trouvent une place confortable, bien au chaud.

On nous dit utopistes, nous qui, les mains calleuses, y sommes confrontés tous les jours, à cette économie de marché, qui voyons certains des nôtres obliger de fuir les contrôles d'identité comme d'autres avant eux fuyaient la gestapo, nous qui vivons dans des cités HLM et non pas dans les hôtels particuliers de Neuilly ou d'ailleurs. Non, nous ne sommes pas utopistes, nous sommes dans la réalité, les pieds sur terre et bien confrontés à ce qu'est la vie en ce XXIème siècle. Aujourd'hui la révolution n'est pas un luxe, c'est une nécessité.

Le socialisme a fini de crever. Son parti l'a tué. Vive l'anarchisme, vive l'anarchosyndicalisme, vive la révolution sociale !

Vincent

1.- Voir le film "Ma cité va craquer".

LES AFFAMEURS

Ces dernières semaines, des émeutes de la faim se sont répandues comme une traînée de poudre dans un grand nombre de pays. Ces évènements, graves, sont révélateurs de l'état de crise dans lequel est plongée aujourd'hui la population mondiale. Une crise qui n'est vraiment pas due au hasard ! La hausse infernale des prix de la nourriture, qui affame à travers le monde des millions et des millions d'êtres humains a certainement plusieurs causes. Mais, la principale, la plus massive, la plus directe, c'est la spéculation.

Les accapareurs cause première de la crise alimentaire mondiale

Les spéculateurs, véritables accapareurs des temps modernes[1], se sont détournés, pour cause de crise des subprimes, de certains marchés financiers. Ils se sont jetés, comme la misère sur le pauvre monde sur un autre marché : celui des matières premières alimentaires. Le résultat ne s'est pas fait attendre : pour les spéculateurs, de gros bénéfices ; pour les populations du tiers-monde la réapparition massive de la faim et de l'extrême misère, pour les populations des pays dits développés (et qui sont en fait en pleine régression sociale), quelques crans de serrage de plus à la ceinture[2]. Cette semaine, on apprenait que le riz est déjà rationné aux USA et en Israël. Après le rationnement par l'argent, le rationnement tout court, genre celui des années de guerre.

Une autre raison joue dans le même sens que la spéculation : le développement, dans des pays qui en avaient peu jusqu'ici, d'une classe bourgeoise tout aussi avide de sur-consommer que notre propre bourgeoisie et qui donc pompe une bonne part des ressources alimentaires pour elle seule. D'autres "explications" sont avancés périodiquement dans les médias. La première repose sur les variations climatiques : sécheresses ici, inondations là-bas ont affecté les récoltes. L'autre grande explication vise les bio-carburants. Leur fabrication requiert en effet d'énorme quantités de plantes, dont les surfaces d'exploitation ne sont donc plus disponibles pour des cultures vivrières. Ces deux raisons sont réelles, mais les médias oublient généralement de mettre l'accent sur leur cause. Car, le réchauffement climatique tout comme le choix des surfaces pour les productions de biocarburants (ainsi d'ailleurs que sur le gaspillage de carburant en général !) ne sont pas dus non plus au hasard, mais, tout comme la famine, sont une conséquence directe de l'existence du capitalisme et de l'Etat.

Pendant la famine, la mondialisation continue

La situation étant très chaude, les hypocrites qui nous gouvernent, font semblant de découvrir que leurs politiques économiques aboutissent à la famine. Ils sonnent, d'ailleurs mollement, à travers les principales institutions internationales, l'alarme : il faut de l'argent pour sauver les pauvres. On sent qu'ils nous préparent un grand appel à la poche et au cœur, un "Téléthon" pour crève-la-faim.

Pendant ce temps ils poursuivent tambour battant la mondialisation de l'économie et la concentration des moyens de production dans un petit nombre de mains ; autrement dit, ils travaillent activement à la disparition des petits producteurs locaux de cultures vivrières et ils préparent ainsi les prochaines famines. La crise que nous vivons n'est pas prête de s'arrêter d'elle-même !

Les altermondialistes proposent leur solution : un nouveau type d'organisation du commerce mondial, un commerce plus juste, plus respectueux de l'environnement. C'est oublier à qui profite le commerce aujourd'hui. C'est oublier que les grandes multinationales tout comme les hiérarques des états (développés ou pas) ont construits de vastes fortunes sur le dos des pauvres, grâce justement à leur "loi du marché". Une pseudo loi dont ils n'attendent pas comme ça renoncer aux bénéfices ! Qui peut croire que ces puissants vont lâcher leurs privilèges s'ils n'y sont pas obligés ? Ils ne l'ont pas fait avant, ils ne le feront pas aujourd'hui. D'ailleurs, leur réaction face aux émeutes de la faim est claire : s'ils sonnent l'alerte humanitaire dans les pays occidentaux pour éviter à leurs populations d'avoir d'éventuels remords de conscience, dans les pays pauvres, ils n'hésitent pas à tirer sur les foules pour les soumettre.

Pour nous, il est évident que le conflit n'est pas plus entre "ici" et "là-bas", entre occident et tiers monde qu'entre gauche et droite. Il est entre bas et haut. Entre la classe de ceux qui sont opprimés et celle de ceux qui les oppriment. Ce n'est pas de dirigeants qu'il faut changer, ou bien de lois, mais bien le système dans son ensemble. C'est une révolution, à l'échelle de la planète, qu'il faut mettre en route. Et cela, chacun, modestement, par son action de tous les jours, peut y contribuer.

Michel

_1.- Sous l'ancien régime monarchique et au début de la Révolution française, on appelait accapareurs les criminels qui stockaient massivement de la nourriture pour faire monter les prix. _2.- Voir en page 8.

SANS-PAPIERS EN LUTTE...

Un électrochoc pour une opinion publique ensuquée depuis des années par la propagande médiatique; voici ce qu'est la grève des sans-papiers. Dès le premier jour, par l'action, les grévistes de Paris ont démontré que si tous les sans-papiers de France décidaient de croiser les bras, des secteurs entiers de l'économie seraient à genoux : hôtellerie, bien sûr, mais aussi bâtiment, nettoyage, agriculture… Une évidence que les patrons (qui le savaient parfaitement mais que ça arrangeait bien de ne rien dire) ont été obligés de reconnaître publiquement. Aussi, cette grève, c'est une bonne claque dans la gueule de tous les Hortefeux, Sarkozy, et autres. Il suffisait de voir leur bobine à la télé… Cette grève, c'est un démenti cinglant opposé à tous ceux qui distillent leur ritournelle empoisonnée sur le thème "ils" ("les étrangers") ne viennent "ici" que pour "profiter de nous". Qui profite de qui ? la démonstration est faite.

Une autre démonstration de faite, c'est la complicité de la CGT qui encadre la lutte, mais aussi des partis, syndicats et mouvements divers qui soutiennent la CGT, avec le gouvernement : à aucun moment, à ce jour du moins, ils n'ont exigé l'abrogation pure et simple du CESEDA (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile). Or, c'est ce code qui fait des sans-papiers des hors-la-loi soumis aux persécutions policières. Au lieu de ça, la CGT s'est ruée sur la proposition des ministres Bertrand et Hortefeux de traiter dans les préfectures les régularisations au cas par cas . Ce qui est une façon, pour le gouvernement de s'en sortir la tête haute. Ce qui est une façon, pour la CGT et ses complices, de garder le pouvoir sur les sans-papiers : s'ils en veulent (des papiers), il leur faudra obligatoirement passer par elle pour en obtenir. Cette organisation se met ainsi en position de verrouiller de futures luttes. Une abrogation de la loi, une régularisation générale lui enlèverait ce pouvoir !

Exemplaire pour tous les salariés, cette lutte doit être soutenue et élargie en exigeant l'abolition du CESEDA.

Anatole

(Sur les relations CGT-Sarko, voir Le Canard Enchaîné (16/04/08) : "Sarko joue au Monopoly syndical : Tapis rouge pour la CGT...").

SOLIDARITÉ AVEC LES SANS PAPIERS EN GRÈVE POUR LA LIBERTÉ

Depuis le 15 avril, plusieurs centaines de sans papiers sont en grève illimitée et chaque jours de nouveaux sans droit viennent grossir les rangs.

"Nous nous battons pour notre dignité, pour être respecté".

S'ils sont en grève, ce n'est pas tant pour obtenir des papiers et pouvoir travailler que pour pouvoir être libre. Méprisés, exploités, ils demandent juste le droit de pouvoir vivre normalement. "On paye des impôts, on cotise, mais on a droit à rien. L'état accepte notre argent mais refuse de nous donner des papiers". D'un côté, vache à lait d'un état rapace, de l'autre gibier de la police et fond de commerce des vendeurs de haine. Pour tout remerciement, l'état fourni gracieusement des centres de rétentions où les draps, payés avec leur argent, ne sont changés que tous les deux mois, comme l'a révélé le Canard Enchaîné la semaine dernière. "Je travaille 50 heures par semaine, mais je ne suis payé que 35h. Juste une prime de 300 euros en fin d'année". Moteur du système marchand dans bien des domaines comme la restauration, le bâtiment, le nettoyage, c'est la main d'oeuvre idéale pour des patrons qui se croient encore au temps des colonies. Pressions, paternalisme, cadences infernales, heures supplémentaires non payées, conditions de travail dégradantes, tels est leur lot quotidien depuis des années. "Ma vie se résume au travail et à la maison. Quand on ne travaille pas on ne sort pas car on a peur d'être arrêté". La clandestinité empêche même de pouvoir souffler un peu une fois sortie de l'enfer du travail. Après leurs 12 heures de travail, ils filent se terrer chez eux, en faisant des détours pour éviter certains lieux où ils risquent de rencontrer les policiers. Ils n'ont pas de vie : pas de sport, pas de cinéma, pas de ballades avec des amis. La peur de l'arrestation arbitraire les contraint à vivre cachés. "Dans tous les bidons ville de Bamako, tu peux voir des publicités pour Orange". Les pays d'où viennent les réfugiés sont tout autant exploités qu'eux-même. Bouygues et compagnie détiennent toutes les ressources, comme les mines d'or au Mali. Avec la flambée des prix de l'alimentaire, l'argent qui est envoyé aux familles restées là-bas est vital, et s'ils subissent la pire des exploitations, ce n'est pas seulement pour eux, mais aussi pour ceux qui ne pourraient s'en sortir sans leur aide.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS.
SOLIDARITÉ AVEC NOS FRERES ET SŒURS TOMBÉS EN ESCLAVAGE !

CNT-AIT, 108 rue Damrémont, 75018 PARIS
Email : contact@cnt-ait.info

(Ce tract a été rédigé suite à des échanges avec des sans-papiers sur différents sites occupés, auxquels la CNT-AIT de Paris apporte un soutien matériel et moral directs. Tout soutien, tout don pour les sans-papiers en lutte peut se faire à l'adresse ci-dessus.)

... ET ÇA CONTINUE



L'article de la page qui précède était à peine rédigé et mis en forme que, comme pour confirmer son analyse sur le jeu auquel se livrent d'une part la CGT et ses alliés et d'autre part le gouvernement sarkozyste, le vendredi 2 mai, près de mille sans-papiers commençaient l'occupation de la Bourse du travail de Paris, et plus précisément de la portion des locaux appartenant à la CGT.

C'est pour protester contre l'accord signé entre la CGT et l'association Droit Devant (dirigée par les trotskystes du Nouveau parti anticapitaliste) avec Sarkozy et Hortefeux sans même les en avoir informés, qu'ils ont décidé de prendre les choses en main. Comme l'a dit l'un d'entre eux : *"La CGT a pris le mouvement en otage. Nous, on prend en otage la Bourse du travail."* Car ils ne sont plus dupes : des sans-papiers qui travaillent "dans la soute" il y en a quelques centaines de milliers ! Oser prétendre qu'il faut négocier au cas par cas, c'est ce moquer d'eux tous ; leur imposer de passer par la CGT et Droit Devant, c'est les prendre en tenaille entre deux machoires de fer pour les contraindre à la soumission. Cette stratégie a été exprimée par le pouvoir : lorsque le mercredi 20 avril le CSP 75 (Collectif Sans-Papiers) s'était rendu en délégation pour déposer les dossiers d'un millier de travailleurs sans-papiers auprès de la Préfecture de Paris il s'est entendu répondre qu'il fallait *"faire des présentations individuelles ou aller voir la CGT"*. On ne saurait être plus clair.

Pendant ce temps, Hortefeux concédait mille régularisations en échange de la fin du mouvement de grève laissant à la CGT et Droit Devant sinon le monopole de la lutte du moins le monopole officiel du choix des sans-papiers à régulariser : camarade sans-papiers, t'as qu'a t'encarter, sinon , t'auras plus que tes yeux pour pleurer !

Pour faire semblant de"renouer le dialogue" qu'elle avait délibérément rompu, la CGT a bien entendu dépêché ses émissaires à la Bourse. Comme c'était prévisible, puisqu'il ne s'agit pas d'un quiproquo mais d'un choix politique de la CGT et de Droit Devant, ils sont repartis en invectivant des sans-papiers qui étaient hors de leur contrôle, et sous leurs huées. L'occupation de ce lieu symbolique se poursuit donc.

Pour revenir au sens de la chose, ce à quoi nous assistons est un deal immonde. Du "donnant-donnant" : les dirigeants de la CGT s'engagent à contrôler la grève, à éviter un embrasement général. Ils reçoivent en paiement mille cartes de séjour, ce qui leur permet, aux yeux des naïfs, de montrer leur "efficacité" mais aussi de fidéliser une clientèle, d'autant qu'ils reçoivent aussi la promesse d'être un passage obligé pour de futures régularisations.

Devant la poussée sociale, devant la multiplication de luttes sporadiques à travers tout le pays ; le gouvernement a besoin d'alliés, de "contrôleurs du social". La remise en selle de la CGT, correspond à ce besoin. Le pouvoir sait combien elle et les autres syndicats institutionnels peuvent être "efficaces" : les retraites, le CPE, les régimes spéciaux, tout comme bien des accords de branche ou d'entreprise ont permis de mesure leur capacité de trahison. Comment d'ailleurs un syndicat, financé à hauteur de 80% par l'Etat, se risquerait-il à le combattre, en soutenant ceux qui sont privés de tout ?

Malgré cette évidence, beaucoup de gens sincères "espèrent" encore un peu en ces syndicats. Ils adoptent ainsi la même position que leurs grand-parents, il y a bien longtemps, qui eux aussi "espéraient" en l'église catholique pour résoudre la question sociale. Aller à la messe ne leur a servi à rien, qu'à pérenniser le système ; soutenir (même mollement et de façon critique) la CGT et les syndicats institutionnels, conduit au même résultat. Qu'on se le dise.

Les journées de Mai 2008 (du 19 au 24)

Le "Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici, et leurs amis" lance un appel pour l'organisation d'actions dans la semaine du 19 au 24 mai à tous les travailleurs français et étrangers, avec et sans-papiers, aux jeunes et aux habitants des quartiers. Les objectifs poursuivis s'ont d'obtenir que tous les habitants du pays soient respectés et aient les mêmes droits ; de faire cesser les persécutions policières contre les ouvriers, les étudiants, les familles sans-papiers, les habitants des quartiers populaires ; de faire abroger le "Ministère de l'immigration et de l'identité nationale" et la loi CESDA ; de faut fermer les camps de rétention.
Le programme des journées comprend des réunions publiques, des rassemblements, mais aussi l'appel, pour le jeudi 22 mai à un arrêt de travail d'une demi-heure sur les chantiers pour prendre le temps de la réflexion et envisager la suite.
Plus d'informations sur le site : Site : http://ouvriersgensdici.free.fr
Correspondance mail : ouvriersgensdici@free.fr ; ou au n° 0613069462

Lycéens, y'a du processus dans l'air !

Les mouvements lycéens et étudiants se succèdent à intervalles de plus en plus courts. Printemps 2006, hivers 2007, printemps 2008. A chaque fois le mouvement gagne en lucidité, en maturité et en culture de lutte.

Lundi 28 avril 2008, jour de rentrée des classes de la "zone A". Lycée Michelet de Montauban. Une assemblée Générale vote à la mi-journée le blocage du lycée. Mardi 29 avril, dés 6 h. du matin des banderoles sont accrochées sur les grillages qui entourent le lycée. Des chaînes sont cadenassées sur les portes d'entrée. A 8 h. plus de 1 000 lycéens se retrouvent devant les portes bloquées et y tiennent une AG : le blocage est confirmé à une majorité écrasante ! Les ouvriers de maintenance du lycée sont envoyés par la proviseur pour casser les chaînes qui bloquent les portes, mais au lieu d'obéir, ils se solidarisent avec les lycéens.

Pour des raisons pratiques, une AG est proposée dans un parc à quelques centaines de mètres du lycée. Sur place, on décide de tenter la mobilisation du lycée Bourdelle qui se trouve à quelques mètres de là. La tentative échoue car les personnels de ce lycée, proviseur bille en tête, y montent une garde particulièrement agressive. On décide alors d'entamer une manif sauvage. Les RG (Renseignements généraux, police politique) essaient de savoir quel en sera le parcours, mais ils sont hués et finalement exclus de l'assemblée lycéenne. La manif part en ville et effectue plusieurs blocages mobiles en divers points névralgiques du centre-ville. Il en résulte de gros embouteillages. Se faisant les lycéens discutent avec la population pour expliquer leur action.

A maintes reprises ils sont encouragés et des travailleurs stoppent même temporairement leur activité... Après ces quelques blocages matinaux, qui judicieusement ne durèrent pas plus d'une dizaine de minutes chacun, les lycéens organisent en début d'après-midi une nouvelle AG. La proviseur du lycée Michelet réussit finalement à en faire ouvrir les portes, mais les personnels de "la vie scolaire" mécontents de ce tour de force se mettent en grève et participent à l'AG : 100% de grévistes à la vie scolaire, les cours ne peuvent plus être tenus !



Lors de cette énième AG les débats s'élargissent et l'on peut y entendre des amorces de discussions sur des thèmes de société. Pas question de se focaliser sur le thème exclusif du blocage. Une collecte est organisée, et les lycéens partent chercher de quoi créer des banderoles. Les jours de lutte à venir s'organisent....

L'EXPLOITATION EXISTE PLUS QUE JAMAIS

Heures de travail non payées, humiliation, contrôle incessant, insécurité de l'emploi, répression de toute contestation, mauvaises conditions d'hygiène, racisme... voilà à quoi sont confrontés les gens dans les entreprises. Les patrons font du chantage au licenciement ou au retrait du titre de séjour (pour les travailleurs immigrés).

Ils cherchent à casser ceux qui veulent se défendre contre les conditions déplorables qu'ils subissent. Ils veulent des employés dociles et virables à merci. Parce que, contrairement à ce que l'on entend un peu partout notamment dans les médias bourgeois, l'exploitation existe plus que jamais.

Les contraintes que nous impose la société capitaliste passent par le fric. Car pour manger, s'habiller, se loger, se déplacer, c'est-à-dire pour toutes ces choses vitales, eh bien, il faut de l'argent. C'est comme ça que nous sommes dominés. La majorité des gens est obligée d'aller travailler, donc de supporter les conditions de travail et les patrons pour gagner à peine de quoi vivre ou survivre. Par exemple, les salaires des employés de Carrefour Grand Littoral, dans les quartiers Nord de Marseille, oscillent entre 950 et 1 200 euros par mois. Pas de quoi faire des folies. Avec en prime les humiliations et le mépris.

Carrefour Grand Littoral : Une lutte trahie

Justement, à Carrefour Grand Littoral, les salariés se sont lancés dans une lutte de survie. Ils exigeaient une prime de 205 euros, un ticket restaurant à 5 euros et la possibilité pour les travailleurs à temps

partiel imposé de "monter" à 35 heures.

Après 16 jours de grève, de blocage et de lutte, ils n'ont obtenu, de la part de la direction qu'une augmentation du ticket restaurant de 3,05 euros à … 3,50 pour juillet. 16 jours de grève pour 45 centimes !… et ils n'en bénéficieront que si le vol et la casse diminuent dans les gondoles…. Autant dire que c'est pratiquement impossible, puisque le supermarché étant situé dans des quartiers de misère, où la majorité des gens, en situation précaire, est bien obligée de se débrouiller comme elle peut. De plus, il s'agit par cette mesure de tenter de transformer tous les salariés en flics, en agents de surveillance, ce qui a quand même du mal à passer !

Seize jours de grève n'auront pas suffi pour se faire respecter. La marchandise et le capital ont plus de valeur que la personne humaine, comme par exemple, ce jour du 15 février lorsque, vers 15 h 30, les flics ont chargé les grévistes qui empêchaient un semi-remorque de décharger quatre palettes de shampoing. Bilan : une jeune caissière enceinte a été blessée et a dû être transportée à l'hôpital Nord.
16 jours de grève et la trahison de la CFDT, ("La CFDT est un syndicat constructif" comme ils disent) qui a signé avec l'état-major de l'hypermarché ce traité de paix qui humilie encore plus les salariés. Voilà ce que c'est que d'être constructif à la CFDT ! Voilà ce que c'est que de faire confiance aux centrales syndicales !

Ceci n'est qu'un aperçu d'une lutte dans la grande distribution, mais qui peut se retrouver dans d'autres secteurs de l'économie.

Pour conclure, le niveau de vie des classes populaires se dégrade depuis des décennies et la précarisation tend à se généraliser. Nous avalons jour après jour, de gré ou de force, des quantités incroyables de couleuvres. Beaucoup de gens sont indignés face à cette situation car ils savent bien que ceux qui produisent la richesse et l'abondance, ce ne sont pas les patrons, les capitalistes et autres parasites, mais les travailleurs.

Tôt ou tard, il faudra passer de l'indignation à l'action. Face au mépris du capitalisme, nous pouvons, nous devons nous défendre.

D.

Les recettes de Mamy Anarcho

Mon plat de saison "Lutte en Hyper"

1- Mettre dans un endroit tranquille (appelé "assemblée de lutte"), quelques grosses poignées de salariés qui veulent se défendre (utiliser le bouche à oreille...). Faire bien agiter les idées et propositions. Laisser monter une grosse couche de revendications. Tamiser si-besoin pour éliminer les noyaux (corporatisme, ...). Augmentez progressivement le volume de votre préparation en incorporant de nouveaux contacts (tracts discrétement mis dans les casiers...)

2- Eviter les "grumaux" : délégués, syndicalistes patentés, grandes oreilles patronales... Tous sont indigestes. Tout ce qu'ils apprendront, ils l'utilisertont contre vous.

3- Choisir un moment favorable pour lancer la préparation (période de soldes, des fêtes,...). C'est curieux, mais plus un patron perd de l'argent, plus il comprend vite.

4- Si le commerce n'est pas bloqué par la grève, ajouter d'autres "ingrédients" : les clients (votre famille, vos amis et relations) ont mille façons d'appuyer activement un mouvement… c'est fou ce qu'on peut faire avec juste un petit peu d'imagination rien qu'avec des caddys.

5- Pour la dégustation finale, s'asseoir "autour d'une table" avec le patron fait tourner la préparation. S'y faire représenter par des syndicaleux, encore plus. Consommez directement votre préparation : l'assemblée de lutte fait connaître publiquement ses positions (communiqués, affiches, tracts), le patron n'a qu'a faire pareil pour ses réponses. L'assemblée, comme une grande, décide ce qu'elle fera en fonction de ça. Signer un chiffon de papier n'apporte rien de plus.

Bon appétit à toutes et à tous !

Mamy Anarcho

HAUSSE DES PRIX : TOUJOURS PLUS

...et "ils" n'ont pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin !

La presse. Gratuite. Je lis : *"Les prix ont de nouveau augmenté en février. L'inflation atteint 2,8 % sur un an, selon le très officiel INSEE. Les prix dans l'alimentaire ont augmenté en moyenne de 4,8 % sur un an (0,2 % en un mois). La hausse moyenne des produits agro-alimentaires atteint 5,2 % sur un an, avec des pics à 9,3 % pour les fromages, 14 % pour le lait et la crème, 13 % pour la volaille. Une étude de Nielsen panel international, publiée par l'hebdo LSA, révèlerait que les enseignes de hard-discount du type LIDL ou Leader Price sont celles qui ont le plus augmenté les prix (+ 4 %). Mais elles sont suivies de près par les super…et hyper… qui se sont contentés, eux, de "relever" leurs étiquettes de + 3 %. Des associations de consommateurs réagissent et dénoncent des statistiques qui ne reflètent pas la réalité des pics jusqu'à 48 % sur un produit alimentaire"*.

Suite à cette agitation médiatique, médiatisée du moins, M. Fillon…, vous savez , le 1er ministre, …, oui !, lui-même ! Eh,bien, il sort de l'ombre et se fend d'un raisonnable et raisonné : *"Oui, il y a eu augmentation, mais, pas autant qu'on le dit. Il ne faut tout de même pas exagérer"*. Ce cher M. Fillon qui, sans vraiment démentir, tâche de faire bonne mesure en rassurant sur la situation. Quel brave homme ce 1er sinistre, l'image de la pondération, de l'homme réfléchi. D'ailleurs, lui - comme nous - nous trinquons tous. Nous, en nous serrant la ceinture, lui, au champagne.

Mme Lagarde fait son enquête : "Les prix n'ont pas augmenté, ou si peu..."

Attention ! Voici maintenant, Mme Lagarde, la ministre de l'éconnerie, qui elle, fait son enquête *"personnelle"* sur cette soi-disant hausse des prix de l'alimentaire. Et ?… vous n'allez pas le croire…. Mais les prix n'ont pas augmentés ! Ou alors, il s'agit peut-être, juste, et encore éventuellement sous réserve de confirmation, de quelques produits isolés. Mais dans l'ensemble rien d'affolant, et tout ce battage autour de cette hausse des prix n'est qu'invention de journalistes pour faire vendre du papier (!!!). "Tout le monde" fait des enquêtes, des sondages, des statistiques. Moi, malgré tous ces grands calculs, je constate que mon porte-monnaie se vide de plus en plus vite. Et que je serre la ceinture : je trinque (À vot' bonn' santé ! M'sieur F'ion, M'dame Lagarde). D'ailleurs, je fais mes courses pour un grand nombre de "produits" dans une enseigne orientée clientèle populaire dont je ne refuse pas de révéler le nom ! … c'est Leader Price… Alors si la ministre de la connerie tout court fait son enquête personnelle, si l'INSEE claironne avec complaisance le discours officiel, si le 1er des sinistres parle en menteur formaté, je me suis dit que, puisque tout cela me touche directement, je me devais de faire moi aussi mon enquête, preuves à l'appui.

Comment ? … Eh, bien malgré un "ménage" destiné à faire de la place, il y a quelque temps de ça, j'ai quand même conservé un certain nombre de tickets de caisse. Suffisamment pour comparer l'évolution des prix sur certains produits, preuves à l'appui. Je trie, épluche, répertorie, compare… et de quoi m'aperçois-je,donc ?



Mme Lagarde et moi, on doit pas faire les courses dans la même surperette

Le riz basmati, que j'achète depuis des années, le même, 1,39 euro le kg le 22 octobre 2007, 1,59 euro le 08 janvier 2008 et, comme ça ne suffisait pas, 1,85 euro le 29 février (et on nous promet que ce n'est pas fini). Le riz ??? C'est pas un aliment de base ???… dites-moi si je me trompe ? Autre constat : Pâte brisée : 1,25 euro le 18 fév 2008 ; + 25 % en 45 jours. Je continue plus en détail par le petit tableau de la page ci-contre.

Je me suis limité à comparer des produits dont je suis sûr qu'il sont identiques, même conditionnement, même "marque", même endroit, cela, bien sûr, pour éviter les : *"Il faut comparer ce qui est comparable."* Cela va sans dire que les fournisseurs, les enseignes ne se gênent pas pour changer les conditionnements et faire tout ce qu'il faut pour nous désorienter. A cela on doit ajouter une baisse générale du choix dans les rayons. Egalement, une baisse notable de la qualité des produits. On voit, maintenant, dans certaines grandes surfaces, des emplacements vides dans les rayons et cela pendant des périodes relativement longues. Reste, donc, les produits plus chers… soit on achète,… soit ... on s'en passe ! Et qui s'en passe ? A cette hausse générale des prix, il convient d'ajouter d'autres choses. Le prix du carburant bien-sûr, est la première à laquelle on pense (gas oil : 1,029 le 10/04/07, 1,299 le

12/04/08, soit 26,24 % de hausse).

La hausse des prix touche, aussi, les services comme la main-d'œuvre mécanique, le prix des pièces de rechange. Le prix d'un simple contrôle annuel de chaudière et tout l'ensemble des petits services ne restent pas à la traîne, j'en ai régulièrement l'écho autour de moi. Le déremboursement de beaucoup de médicaments, les franchises médicales, la hausse sur la consultation. La hausse insolente et injustifiée des médicaments souvent qualifiés, à tort et hypocritement, de *"médicaments de confort"*. Toutes les références du tableau de bas de page me concernent personnellement. Mais parmi les informations glanées de-ci de-là, celle assez "amusante" de l'huile de colza qui est passée de 0,79 euro à 1,14 euro, soit + 44,30 %, accompagnant la hausse de prix du gas-oil, comme s'il y avait connivence entre les deux. Cette huile remplacerait-elle le gas-oil, au moins dans une certaine proportion ? Ce dernier exemple, m'interroge. Comme cet autre : l'Etat a refusé que les mutuelles complémentaires de santé prennent en charge ce qui était franchises ou dépassements. Le pouvoir laisse voir là sa vraie nature.

Oui mais, me dit-on, les ordinateurs ça, c'est pas cher, maintenant. Je réponds : s'il sont plus abordables qu'il y a quelques années, il ne sont, cependant, pas donnés pour autant.

Et cette "clémence" dans leur prix ; qui veut imposer cette technologie comme une fatale démocratisation ; ne cache-t-elle pas autre chose ? Je vous laisse juge sur la question.

PRODUIT	DATE	EUROS	DATE	EUROS	HAUSSE EN %
Riz basmati	22/10/07	1,39	29/02/08	1,85	33,09
Pâte brisée	05/01/08	0,99	18/02/08	1,25	26,26
1 l. de lait	08/12/07	0,55	31/01/08	0,71	29,09
1 kg lentilles blondes	16/11/07	1,10	12/04/08	1,82	65,45
crème liquide 3x200 ml	22/10/07	1,65	05/04/08	1,75	6,06
Fromage rapé LP	27/11/07	1,25	29/02/08	1,39	11,20
Purée de tomate	03/11/07	0,31	12/04/08	0,34	9,68
Maïs boîte 285 g	19/10/07	0,38	06/02/08	0,49	28,95
1 kg de clémentines	16/11/07	1,5	08/01/08	1,79	19,33
Miel à la gelée royale 4 %	29/10/07	4,39	31/12/07	4,85	10,48
Baguette de pain	29/06/05	0,8	30/06/05	0,9	12,50

Bref, suite à ce petit "tour d'horizon" de mes archives/factures, je confirme que, tout comme les prix de ce qui est essentiel, l'hypocrisie du discours que tient le pouvoir est en forte hausse. Celui-ci continue, avec insolence, à tenter de nous faire avaler que tout ceci n'est qu'une vague impression des consommateurs. Le gouvernement a pris l'habitude d'affirmer ce qui l'arrange le mieux, sans tenir compte de la réalité qu'il contribue activement à assombrir.

Jusqu'à quand allons-nous accepter ça ?

La question n'est pas jusqu'où vont-il aller ? Mais, jusqu'à quand allons-nous accepter ça, sans réagir ou en nous en remettant, sans cesse, aux structures légales ?

Cette hausse des prix n'est pas une fatalité. Elle accentue une rapide dégringolade du niveau de vie, déjà bien entamée. Et ce n'est pas une hausse de 3,05 % du SMIC qui changera grand chose.

Quel est, donc l'objectif du pouvoir en place ? Si ce n'est de créer une société de misère, tout en facilitant l'émergence d'un état totalitaire. J'en veux pour preuve la réhabilitation forcée de l'autoritarisme, de l' acceptation aveugle de la contrainte, de la croyance, des religions, des préjugés bourgeois. N'est-ce pas le signe que c'est bien de cela qu'il s'agit ? Et cela, pourquoi me demandez-vous ? La réponse est dans la nature même du pouvoir : exercer une autorité absolue et sans restriction aucune. Le rôle de l'autorité n'est-il pas de contraindre, de punir, de soumettre ? Oui, c'est cela, de soumettre. Autorité et soumission sont indissociables. Et pourquoi cela ? Si ce n'est, encore et toujours, dans le but qu'une minorité jouisse sans limite de tout ce que peut offrir la vie, au détriment de tous.

F.

PRODUIT - SERVICE	DATE	EUROS	DATE	EUROS	HAUSSE %
Main d'oeuvre mécanique	01/09/07	38	01/04/08	40	5,26
Carte bus mensuelle	07/06/07	20	01/04/08	22	10,00
Mutuelle santé complément mensuel	31/12/07	90	01/04/08	158,82	76,47
Assurance auto annuelle	01/04/04	385,17	01/04/08	415,51	7,88
Entretien chaudière (an)	08/04/07	60	10/04/08	72	20,00
Consultation médecin	01/06/07	21	10/04/08	22	4,76

UN SANDWICH CLUB POULET POIVRON

= NEUF MOIS FERMES

Au cas où vous ignoreriez que l'on vit bel et bien dans une société pourrie, lisez bien ce qui suit. Dans le cas contraire, voici une histoire dramatique qui va venir renforcer vos convictions. Richard est majeur, depuis peu, oh à peine, quatre mois, c'est pas grand chose quatre mois, mais ça fait toute la différence.

Richard, depuis l'âge de quatorze ans est un habitué des juges, des juges pour enfants. Il n'a pas eu une enfance rose… Seulement, mal lui en a pris, depuis quatre mois, c'est plus pareil, il a dix-huit ans. Et, j'allais l'oublier, Richard, arrivé en fRance à ses dix printemps, est Ghanéen. Pas de chance. Vendredi 21 mars, peu avant vingt heures, Richard est revenu dans un supermarché où, quelques heures plutôt, la faim au ventre, il s'était sustenté d'un "sandwich-club poulet poivron" à deux euros cinquante centimes et ce, sans régler la note. Devant un fait d'une telle ampleur et d'une telle gravité, le vigile, qui avait repéré le forfait quelques heures auparavant, n'écoutant que son devoir, interpelle comme dit le journal, "le suspect", avec l'aide du gérant de la supérette. Mais le suspect ne se montre guère coopératif. Il aurait, toujours d'après la presse (donc, à prendre avec des pincettes) donné "un coup de tête dans le gérant". Le vigile ayant des difficultés à le maîtriser, les flics arrivent à la rescousse et tentent de lui passer les menottes, ce qui a le don d'énerver un peu plus Richard, qui n'en veut pas, des menottes. "Résultat des courses" : le voilà au tribunal, en comparution immédiate, pour vol de sandwich et rébellion. Le parquet avait réclamé un an de détention. Il est condamné à neuf mois de prison. Fermes. Il est ressorti du tribunal, direction la prison.

Décidément, l'usage illicite de produits alimentaires est réprimé avec la plus grande dureté : on se rappelle, dans les colonnes de ce journal, du cas d'Olivier Théron, lourdement condamné pour avoir balancé un pot de yaourt sur la voiture blindée de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur. Ici on a devant soi quelqu'un qui, comme tout un chacun, ressent durement l'augmentation du coût de la vie et des choses, qui a faim, et comme disait La Palisse, la meilleure chose à faire quand on a faim, c'est de manger…



Mais la société dans laquelle nous vivons (avec ses vigiles, sa police, ses juges) n'est pas de cet avis : ce que tu manges, tu dois le payer, et, si tu n'as pas d'argent, tu n'as qu'à crever... ou l'état s'occupera de toi.

Bref, manger, sans avoir les moyens de le payer, un "sandwich club poulet poivron" (qui, en plus, est généralement dégueulasse) est un crime. Mais, détourner allégrement des millions d'euros (de quoi acheter des montagnes de "sandwich club poulet poivron", quoique, de toutes façons, je doute que ces messieurs mangent de ce mauvais pain-là), c'est un acte civique, du moins si l'on en juge par la réaction de la justice et de la police. Car, pour qu'un coin du voile soit soulevé, il en faut, des millions de détournés ! Et encore, même quand c'est évident, ces messieurs sont seulement "inquiétés". Pour eux, pour les patrons et tous les hommes de pouvoir, si par cas il y a garde à vue, c'est du trois étoile. S'il y a procès, jamais de ces comparutions aussi immédiates qu'expéditives. Et si la condamnation finit par être inévitable, elle n'est que symbolique.

C'est ça, la justice de classe ! Elle crie haro sur le récidiviste. Mais n'est récidiviste que le voleur de pommes... ou de sandwichs. Le patron qui détourne des sommes astronomiques à coup de dizaines de milliers d'euros et ce, pendant des années avant de se faire pincer, celui-là, vous l'avez compris n'est certainement pas un récidiviste. C'est un brave homme qui travaille trop, le malheureux et, patatras, il s'est trompé, le pôvre, dans sa comptabilité, quasiment involontairement, à l'insu de son plein gré, voilà tout. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'avait rien constaté d'anormal sur son compte.

Forcément, des millions ajoutés à des millions, ça se remarque pas. Mettez-vous à sa place. Sûr que si des millions d'euros tombaient d'un coup sur votre compte bancaire, vous non plus, vous ne vous en rendriez même pas compte. Bref, pas de quoi fouetter un chat. Tandis qu'un type qui vole un sandwich -et pas n'importe quel sandwich, un club, avec de la mayo industrielle s'il vous plaît et présenté dans son écrin de cellophane avec une étiquette couleur-ça, c'est un criminel !

Les temps changent. Tout évolue. Surtout en politique. Des mouvements se transforment, d'autres apparaissent. Tout doit aller vite. Très vite. Mais, plus c'est nouveau, plus ça va vite, plus ça a un air de déjà vu. Voici Besancenot. Il est déjà dans les starting-blocks, ceux que lui tends Drucker. Il vient de lancer son parti, il a jeté aux orties quelques théories qui l'embarrassaient…"Vivement dimanche", encore un petit effort, et il va doubler le PS. Ecoeurés de ces jeux, d'autres individus se jettent dans les chemins de la révolte. C'est pas ça non plus qui manque. Mais les plus attrayants finissent souvent en impasse. Pas facile, quand on se fait écorcher vif tous les jours, d'éviter l'impasse du communautarisme ou de la bombinette, ce "boum" qui changerait le monde d'un coup, d'un seul.

Les chemins qui mènent de la révolte à la révolution sont peut-être plus ardus. Ils exigent de la ténacité, de la réflexion, ils s'éclairent de l'histoire, ils sont ouverts à la discussion. Et ce sont bien les seuls qui méritent qu'on les suive.

Nationales, régionales ou ethniques, les "identités" sont une arme du pouvoir

Dans les périodes de crises, économiques et/ou sociales, par les temps instables, les individus peuvent se sentir perdus et déboussolés. Certains cherchent alors à se rassurer et se crispent sur des idées reçues séculaires et faisandées mais qu'il est facile de remettre au goût du jour, moyennant un petit vernis moderne. Alors, les religions et sectes se réactivent, alors certains arborent leur "appartenance" à un "groupe ethnique", "national", "régional" ou "racial".

Nous n'échappons pas en France à cette tendance régressive. Pour ne prendre que le dernier exemple, les affirmations identitaires bien franchouillardes (illustrées par la création du "ministère de l'identité nationale") se mêlent à celles, non moins identitaires, des régionalistes qu'ils soient bretons, basques ou occitanistes. Elles font d'ailleurs bon ménage, et le même élu qui, député, vote à Paris pour l'identité nationale, prend soin, en tant que maire, de publier une page en langue régionale dans son bulletin local.

Des mouvements ethnicistes

Reste que, si certains trouvent normal de se revendiquer "Français de France", "Occitan del païs" et autres sottises du genre pour définir leur ligne politique, pourquoi donc d'autres ne se définiraient-ils pas politiquement, en suivant le même raisonnement, comme "Tribu noire", "Arabe de ceci" ou autres "Indigènes de cela" ? Il y a là un "créneau" politique. Certains s'y sont jetés : plus ou moins discrètement, des mouvements ethnicistes sillonnent les banlieues pour convaincre des gens que, s'ils sont opprimés c'est parce qu'ils sont noirs (ou, éventuellement d'une autre couleur) et que leur ennemi, c'est leur voisin blanc (ou d'une autre "race", ou plus classiquement encore, l'individu d'une autre religion).

A partir de ces prémices simplistes, ces mouvements développent un discours structuré. Leur discours, construit en miroir des discours identitaires à l'européenne, peut s'avérer séducteur. On peut d'ailleurs prévoir qu'ils recevront, au nom du relativisme culturel, l'appui de "penseurs de gauche" et même de certains libertaires. Il en est déjà parmi ces derniers qui se vautrent, contre toute logique, dans les régionalismes. Avec la même absence de raisonnement, ils soutiendront bien des mouvements constitués sur bases carrément raciales.

Face à cette dérive prévisible, nous, anarchosyndicalistes, réaffirmons que les notions de "race" ou "d'ethnie" n'ont pas de réalités biologique et ne sont utilisées que pour masquer les véritables problèmes qui se posent aux individus, pour segmenter la classe des opprimés au profit des puissants.

Si nos objections concernant l'Etat national, et/ou régional ont déjà étaient abordées à maintes reprises dans les pages de ce journal[1], il faut rappeler que les typologies, qui classent les individus dans une "race" ou une "ethnie" et en tirent des conséquences (les "noirs" sont comme ceci et comme cela,…) sont une incongruité qui n'a aucun fondement scientifique. De fait, quand on étudie le patrimoine génétique d'une population, il est évident qu'il n'a pas du tout cette belle homogénéité que supposent les théories raciales ou ethnicistes. Tout au contraire. Ainsi, un de nos lecteurs pyrénéen peut-être génétiquement beaucoup plus proche d'un de nos lecteurs guatémaltèque que d'un autre pyrénéen. Et s'il a besoin d'une greffe (de rein, de cœur), c'est alors un rein "guatémaltèque" qui conviendra, bien mieux qu'un rein "pyrénéen". D'ailleurs, les médecins qui font des greffes, tout comme ceux qui font des transfusions sanguines, se moquent pas mal de la supposée origine "ethnique" ou de la couleur de peau du donneur et du receveur (qui en France n'est même pas

notée)[2].

Un niveau plus trivial d'observation montre déjà que, dans quelque groupe supposé "ethnique" que ce soit, il existe des différences génétiques notables entre les individus : certains sont plus grands, d'autres plus petits, certains ont de grande oreilles, d'autres pas, etc. Il serait tout aussi ridicule de classer les gens selon la taille de leurs oreilles (et d'en tirer des conséquences sur leur comportement !) qu'il est ridicule de les classer par couleur de peau ou origine géographique de leurs ancêtres. Sur le plan biologique, scientifique on sait avec certitude que l'espèce humaine est une et qu'elle est indivisible en "races".

Culture et histoire : deux mythes reformatés pour les besoins de la cause

Les bases "culturelles", "historiques" que mettent également en avant les mouvements ethnicistes pour se justifier n'ont pas plus de réalité. Car la culture à laquelle ils se réfèrent est avant tout un mythe systématiquement reformatée pour les besoins de la cause et l'histoire est réécrite dans le même but. Ceux qui affirment que, tout compte fait, le colonialisme a été bénéfique aux colonisés participent de la même dynamique du mensonge que ceux qui prétendent que tous les "blancs" sont les successeurs des trafiquants de l'immonde "traite des noirs" et donc en sont responsables. Ceux qui affirment que la délinquance, c'est "que les arabes", décryptent (volontairement le plus souvent) aussi mal la réalité que ceux qui affirment que, si on est dans le ghetto des cités, ce n'est "que" parce qu'on est de "couleur". C'est oublier un peu vite que "noirs" ou "arabes" ne sont jamais relégués dans les cités, s'ils remplissent une seule condition : être riches ! C'est oublier que l'Etat français déroule le tapis rouge avec la même aisance devant les dictateurs "blancs" ou de "couleur", que les enfants des émirs du pétrole n'ont jamais de problème de carte de séjour ! En réalité, si on se retrouve dans les ghettos, c'est parce qu'on n'est qu'un pauvre, qu'un petit ouvrier, un chômeur, un petit employé, c'est parce qu'on fait partie de la classe des exploités ! Le racisme, qui, en France, frappe de façon croissante les personnes de couleur vient "en plus". Il est d'ailleurs entretenu par l'Etat à travers ses structures (police, école,...) avec beaucoup de perversité.

Les inepties racistes et identitaires, quelque soit le bord qui les profère, doivent être dénoncées. Non contentes d'exacerber la haine entre individus, elles font le jeu du pouvoir et masquent les véritables sources des inégalités. Avançant de faux arguments, mais toujours faisant détourner les yeux des monstres que sont le capitalisme et l'Etat, elles font de plus appel à la lâcheté des individus : il est tellement plus aisé de s'attaquer à un groupe, surtout s'il est marginalisé et isolé, qu'au pouvoir, adversaire puissant et bien organisé ! Ainsi les rancœurs contre les frustrations créées par la machine capitaliste et étatique se voient détourner de leurs véritables sources. Les propos identitaires entretiennent la supercherie comme quoi les problèmes éventuels se résoudraient en cognant sur les "petits" et non sur les "grands", cela même si on sait que ce sont les "grands" qui sont à l'origine des problèmes… Misérable logique !

Plutôt que les "racines", développons les neurones !

Pour notre part, les valeurs que nous défendons sont fondamentalement opposées aux aberrations xénophobes et identitaires.

En effet, ces doctrines se fondent sur l'appartenance d'un individu à une communauté qui le déterminerait, qui existerait pratiquement immuable ("pure") de tout temps, une communauté dont l'individu ne pourrait jamais sortir et qui conditionnerait profondément tout son être, sans possibilité de transformation. Une communauté enfin à laquelle il faudrait se référer pour se "ressourcer", "comprendre d'où on vient et qui on est". Bref c'est le discours, ressassé par tous les identitaires, sur les "racines".

Pour nous, anarchosyndicalistes, plutôt que de chercher à développer d'hypothétiques racines, ce qu'il faut développer, ce sont les neurones ! Ça fait toute la différence. Car, quand ils font "marcher" leur neurones, loin d'être immuables, loin d'être des entités figées, définitivement prédéterminées, les individus, recèlent au contraire un énorme potentiel de création et de transformation. Nous avons la conviction que l'homme peut se changer, qu'il peut changer le monde. C'est ce potentiel que l'anarchosyndicalisme, aujourd'hui dans la lutte et demain dans une société libre, entend libérer et développer.

Pierre

_1.- Notamment "Tentations régionalistes", dans Le Combat Syndicaliste de Midi-Pyrénées, N°93, Décembre 2005/Janvier 2006. _2.- La couleur de peau, les groupes sanguins, le système HLA, ne sont que quelques expressions du patrimoine génétique, parmi des milliers d'autres.





Un parti qui engrange aux élections des fauteuils de conseiller municipal, général, régional, voire de député, c'est ce que la LCR espère bien nous "vendre" sous le nom, calculé pour être le plus largement rassembleur possible, de "Nouveau parti anticapitaliste". Si la marque N.P.A. vient d'être lancée dans le public, le grand toilettage nécessaire à la réussite de cette opération promotionnelle a commencé depuis un brin de temps. Il est donc nécessaire de se pencher sur les transformations récentes de la LCR pour comprendre ce que sera le NPA. Tout le monde a pu observer que ce changement a concerné le "personnel" : les vieilles barbes soixante-huitardes ont fait place à de jeunes gens fashionables. Il a concerné aussi les "idées". La "dictature du prolétariat" en a fait les frais.

Il faut dire que cette idée de base du marxisme a fait ses preuves ! De 1917 à nos jours, en Europe, comme en Asie, voire en Afrique et même en Amérique (n'oublions pas Cuba), elle a courbé sous son joug des centaines de millions d'individus. Elle a massacré à son aise, créé des désastres écologiques irréparables, augmenté les inégalités, réprimé la pensée et, finalement, suivant les pays, soit débouché sur des dictatures capitalisto-mafieuses soit ne fait que se survivre, à grands coups de répression. Remarquons que l'Occident "démocratique" n'a pas fait mieux : d'abord il a produit des dictatures tout aussi sanglantes (Allemagne, Italie, Portugal, Espagne, Amérique du Sud, sans oublier l'Etat français du maréchal Pétain…), ensuite, il ne s'est pas gêné pour cautionner ou organiser lui-même des massacres (Vietnam,...) des génocides (Rwanda...), piller et affamer des populations, détruire sans scrupule les équilibres écologiques. La différence entre ces deux systèmes mortifères, c'est certainement que des millions d'hommes et de femmes ont pu sincèrement croire qu'après d'inévitables sacrifices, la "dictature du prolétariat", allait leur ouvrir la route du bonheur. La déception a été à hauteur des espérances soulevées : totale. Tant et si bien que presque tout le monde a compris que si la "dictature du prolétariat" est indubitablement une dictature, c'est tout aussi indubitablement à l'encontre du prolétariat qu'elle s'exerce[1].

Or, la "dictature du prolétariat" était un des piliers théoriques de la LCR.

Au moment où cette organisation estime, sous le nom de NPA, qu'elle est en mesure de passer un cap, le discrédit total qui frappe ce pilier théorique était un obstacle majeur. C'est pourquoi, fort discrètement, la "dictature du prolétariat" a été évacuée. Mais tout n'est pas si simple. Le marxisme -que sa variante soit

Document

Dans le journal "Rouge" du 20 novembre 2003, un militant de la LCR explique pourquoi son parti a abandonné la notion de "dictature du prolétariat" :

"La dictature du prolétariat est aujourd'hui chargée d'une telle signification historique, ..., qu'il est impossible de présenter nos conceptions du pouvoir des travailleurs ou de la démocratie socialiste comme le régime de la dictature du prolétariat".

Dans la suite, le journal anticapitaliste "Rouge" rappelle la définition de ce concept : *"Dans l'histoire de la pensée marxiste, la notion de "dictature du prolétariat" a été employée dans une double acception. La première renvoie au constat que, dans une société où subsistent des classes sociales, tout Etat peut être caractérisé comme une dictature de classe, c'est-à-dire comme la domination d'une classe sociale sur une autre. Elle évoque inéluctablement concentration du pouvoir dans les mains de l'une des deux classes fondamentales de la société et pointe l'alternative : dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat. La deuxième acception de la dictature du prolétariat, plus circonstancielle, qualifie un régime politique lié à une situation d'exception. Lors de la crise révolutionnaire qui vise au renversement des classes dominantes et à l'établissement d'un nouveau pouvoir, se met en place une dictature révolutionnaire, un régime qui concentre tous les pouvoirs et qui, face à l'ennemi, utilise des mesures d'exception (y compris des mesures restreignant les libertés démocratiques), le temps de stabiliser les nouvelles institutions révolutionnaires".*

Ensuite, l'auteur remonte à Marx et Engels avant de conclure : *"Ces grandes lignes restent, aujourd'hui encore, le noyau dur d'un programme de démocratie révolutionnaire".* Un *"noyau dur"* officiellement abandonné pour séduire un noyau mou, celui de l'électorat de gauche.

trotskyste, stalinienne ou maoïste- est en effet un système clos, tautologique : tout s'y tient. Chaque partie s'explique par l'ensemble, et l'ensemble a besoin du moindre détail pour expliquer une de ses parties. Retirer une seule pièce d'une telle orthodoxie, c'est faire voler en éclat tout le système. Abandonner la "dictature du prolétariat", c'est rendre tout le système foireux. Les trotskystes de la LCR le savent mieux que nous. Leur drame politique tient dans cette contradiction : s'ils conservent la dictature du prolétariat, ils perdent les élections ; s'ils l'abandonnent, ils perdent leur communisme. Pour ceux qui au NPA, tirent les ficelles, ce dernier abandon n'a pas plus d'importance que l'abandon du socialisme par le parti qui en porte le nom. Ça fait longtemps qu'ils ne croient plus dans ce qu'ils racontent. Restent les "petits jeunes", les militants de base qui, eux, y croient encore à cette révolution, et qui sont indispensables pour coller les affiches, distribuer les tracts et pousser l'électeur potentiel vers le "bon" bulletin de vote.

D'où, entre maintien et abandon de la "dictature", la troisième voie, bien jésuitique, prise par la direction du mouvement : si, au grand public, on explique que la dictature est abandonnée, aux militants de base on raconte que cet abandon n'est que tactique, qu'on laisse tomber l'expression "dictature du prolétariat", mais que c'est pour du beurre : on conserve le concept, car il fait partie du "noyau dur" de la théorie.

Evidemment, cette manipulation ne trompe que ceux qui veulent bien être trompés. Mais, tout comme, à l'époque, la direction du PCF estimait que sa base la suivrait dans ses contorsions idéologiques, la direction trotskyste estime qu'il seront assez nombreux à se satisfaire de ce gros mensonge. Et, pour elle, c'est là l'essentiel.

M.M.

_1.- Ce que les anarchistes avaient parfaitement analysé, pronostiqué et dénoncé dès la fin du XIXème siècle.

DES ANNEES DE PLOMB DANS LA CERVELLE

"Tout individu notoirement ennemi de l'organisation sociale ou politique de son pays, et, davantage encore, tout groupe d'individus contraint de se déclarer dans cette position adverse (et comment pourrait-il garder absolument secret ce qui est la condition même du recrutement de ses membres?) est connu de plusieurs services de renseignements concurrents. De tels groupes sont constamment sous surveillance. Leurs communications internes et avec l'extérieur sont connues. Ils sont rapidement infiltrés par un ou plusieurs agents, parfois au plus haut niveau de décision, et dans ce cas aisément manipulable.[...] Tout groupe d'opposition doit donc en être averti et veiller à ce que cette inévitable conjoncture ne porte pas tort à la cause qu'il sert - ce qui est tout à fait compatible avec une activité révolutionnaire, mais ne l'est pas avec une activité terroriste telle qu'on nous la représente sur les tréteaux médiatiques. Cette sorte de surveillance implique que n'importe quel attentat terroriste, qu'il soit islamiste, indépendantiste, gauchiste ou foldingue, ait été permis par les services chargés de la surveillance du groupe qui le revendique, parfois encore facilité et aidé techniquement lorsque son exécution exige des moyens hors d'atteinte des terroristes, ou même franchement décidé et organisé par ces services eux-mêmes. Une telle complaisance est ici tout à fait logique, eu égard aux effets politiques et aux réactions prévisibles de ces attentats criminels."

Michel Bounan, "Logique du terrorisme"

L'histoire des Brigades Rouges, telle qu'elle a été récemment relatée par un de ses membres fondateurs, à savoir Alberto Franceschini[1], ne viendra pas démentir ce qui précède, mais constitue bien un nouvel exemple de ce qu'il faut bien appeler le terrorisme d'état, c'est-à-dire la manipulation d'un groupe terroriste (ou en passe de l'être) afin de servir les intérets d'une ou de plusieurs factions, d'un ou de plusieurs états.

Issues du groupe Sinistra Proletaria (Gauche Prolétarienne), l'existence des Brigate Rosse débute en octobre 1970 autour de Renato Curcio et de Franchescini, en réaction à un attentat retentissant : celui de la Piazza Fontana (décembre 1969), qui marquera le début des " années de plomb ", c'est-à-dire une guerre civile de basse intensité. Ce massacre, perpétré par des militants fascistes, sera désigné par les autorités comme étant le fait de militants anarchistes[2].

C'est aussi le début de ce qu'on appellera la "stratégie de la tension", ce terme désignant des opérations de déstabilisation d'un pays menées par une faction par le biais d'attentats "false flag", c'est-à-dire mis sur le dos d'une faction adverse. Il faut se remémorer le climat italien de l'époque : les milieux conservateurs craignent une contagion de Mai 68. Les pays de l'Ouest[3] craignent le spectre d'un

gouvernement de gauche dans un pays abritant d'importantes bases militaires américaines. L'OTAN, aidé en cela par des ultraconservateurs de la "loge P2" (une société secrète dont Silvio Berlusconi fît un temps parti), auraient mis en place une pareille stratégie pour 1) influencer l'opinion et l'amener à accepter un gouvernement autoritaire anticommuniste, 2) empêcher le compromis historique entre la démocratie chrétienne et le Parti communiste italien. Comme le reconnaîtra Franchescini, "nous sommes partis à la conquête d'un monde nouveau, sans nous rendre compte qu'en réalité nous contribuions à consolider le vieux."



En effet, dès l'origine, les BR dévoilent une faille dans leur stratégie, que leurs adversaires ne manqueront pas d'exploiter : si dans un premier temps elles tendaient à conserver un ancrage solide dans le milieu ouvrier, la révolution reste pour elles un "processus politique dirigé par une avant-garde qui allait changer d'abord les conditions sociales puis les individus".

Fascinés par la résistance (et l'antifascisme), les futurs Brigadistes rouges sont des enfants déçus du PCI, et de son excès d'idéologisme. La gauche marxiste mettait l'accent sur la politique et la propagande, il fallait déplacer l'accent vers les luttes sociales. Face à l'urgence de la situation, un axe de lutte est retenu : la lutte armée clandestine. Celle-ci n'a de sens selon eux que si elle sert à atteindre des objectifs immédiats et concrets, "lisibles" par les gens comme des actes de justice. L'enfer est pavé de bonnes intentions.

Mais, afin de bien définir la faille tactique, il faut décrire les origines de l'organisation : au départ, une centaine de jeunes gravitent autour d'un "appartement" loué au centre de la ville de Reggio, où sont installés les militants les plus actifs. Ce milieu, extrêmement ouvert, et donc aisément infiltrable (et vraissemblablement déjà sous surveillance policière), nécessite la mise sur pied d'une sorte de deuxième niveau, un niveau clandestin, où agirait un groupe restreint de personnes, vingt à trente camarades qui allaient former le noyau le plus aguerri des premières BR. Très vite, le CPM, Collectivo Politico Métropolitano, un groupe proche idéologiquement, formé par Renato Curcio et Corrado Simioni, prend contact avec "l'appartement". Si Curcio est le personnage public, Simioni est l'homme de l'ombre. Il prépare le passage à la lutte armée, organise le réseau logistique et les structures clandestines ; si bien que le CPM est en mesure de déployer une véritable organisation militaire lors des défilés. La fonction de celle-ci : pousser à des affrontements plus violents. Ce groupe à l'intérieur du CPM entretient par le biais de Simioni des rapports internationaux. La façon d'agencer cette structure recourt aux procédés typique du sectarisme : manipulation psychologique sous la forme de rites initiatiques, mise à l'épeuve par Simioni des militants (cherchant à créer un rapport de dépendance à son égard), contrôle de la vie sexuelle des individus...

Sur un axe idéologique commun, les deux groupes fusionnent. Mais la divergence dans l'intensité à donner à la lutte armée va scinder le groupe : alors que Curcio et Franchescini étaient pour des petites actions de "justice prolétarienne", ancrées dans la réalité des usines et des luttes ouvrières, pour Simioni l'objectif se situe dans la lutte anti-impérialiste, qu'il faut mener par des actions d'éclat, et donc sur une échelle internationale. Comme le dit Franschescini, "on cherchait à nous faire brûler des étapes" : infilter les groupes de gauche pour les pousser à "élever le niveau de l'affrontement" par des actions militaires d'envergure. Ainsi "les groupes de gauche se démantèleront, les révolutionnaires sincères rejoindront notre réseau et nous, à ce monent-là, nous déclencherons la guerre civile." Dix des militants de Reggio rejoignent Simioni et ce qu'on appelera son Superclan. On ne reverra plus Simioni. Ceux qui restent formeront la première mouture des BR. Ce groupe-là préfère se situer sur un plan de parité avec les autres groupes de gauche, et privilégie des actions peu coûteuses en terme de logistique, et reproductibles.

En mars-avril 1971, Mario Moretti, un militant qui avait rejoint

le CPM et la structure clandestine de Simioni, revient. S'ensuit alors toute une série de bizarreries, d'incohérences : une tentative d'enlèvement manqué, la cible (un représentant de la démocratie chrétienne) disparaissant une semaine avant l'opération, et tout de suite après, l'arrestation par la police d'une vingtaine de brigadistes, ainsi que la découverte de trois caches. Seul le noyau dur (cinq personnes au total dont Franchescini) est en liberté. La plupart des militants emprisonnés constituaient un second cercle, semi-clandestin. En prison, Pisetta, un homme de Moretti, collabore tout de suite avec la police. Ensuite Moretti laisse négligemment la voiture de sa femme devant une des caches le jour-même où celle-ci fût découverte par les policiers. De plus, c'est lui et le même Pisetta qui ont équipé cette cache, et si l'on ajoute à cela le fait que Moretti et sa femme habitent juste en face de l'immeuble du chef de la Brigade politique du commissariat de police, on peut en conclure que plusieurs règles de la vie en clandestinité ont été enfreintes délibérément. Mais c'est une conclusion à laquelle n'aboutissent pas les autres brigadistes. Moretti, arguant du fait que la police est remontée jusqu'à sa femme, se déclare en danger et les met devant le fait accompli: entrer dans la clandestinité avec eux. Bilan de l'opération : plusieurs camarades arrêtés ou identifiés, et Moretti qui fait maintenant partie de l'exécutif des BR. Ensuite, tandis que les groupes de la gauche extra-parlementaire se délitent, les BR, se renforcent, grossissent leur rang, se livrent à des hold-up, des braquages dans toute l'Italie, dérobent des carnets d'adresses de riches industriels, tout cela sans être jamais inquiétés. "Nous avions le sentiment que quelqu'un nous protégeait", dira Franchescini.

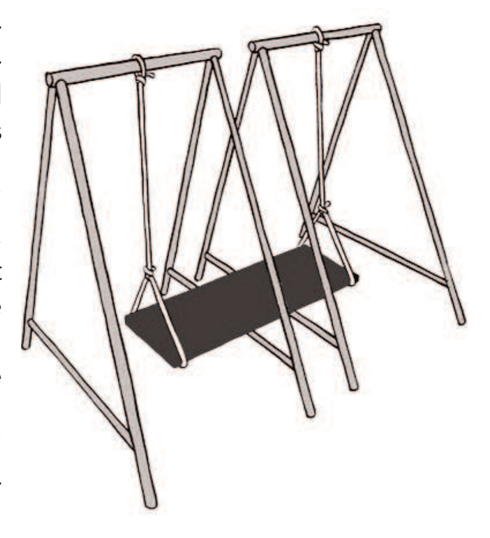
En effet, l'histoire des BR n'est pas seulement l'histoire de l'organisation et de ses militants pris séparément, c'est aussi l'action de l'Etat à leur égard : on les a combattus quand c'était utile de les combattre, on les a laissé faire quand c'était utile de les laisser se développer.

Le 8 septembre de cette année-là, où les carabiniers arrêtent Curcio et Franchescini, marque un tournant dans l'histoire des BR. Les militants du noyau historique étant évincés, on assiste à l'émergence des secondes BR dirigées par Moretti, un miraculé qui imprimera un nouveau tournant à l'organisation : une escalade de violence qui culminera dans l'enlèvement d'Aldo Moro (président de la Démocratie Chrétienne, le parti au pouvoir) le 16 mars 1978, le jour même où Giulio Andreotti (Président du conseil des ministres et membre de la Démocratie chrétienne) présentait aux chambres un gouvernement de "compromis historique" avec le PCI. Franchescini, qui connaissait tous les brigadistes ayant participé à l'enlèvement, ainsi que leur niveau militaire, ne comprend toujours pas comment ils ont pu réussir un coup pareil. De plus, il précise qu'aucun des anciens du noyau historique n'avait jamais pensé à Moro comme à une cible possible : pour eux, l'ennemi était le projet "néo-gaulliste" incarné par la droite démocrate-chrétienne. Mais surtout, la gestion politique de la séquestration lui semble inacceptable : Moro était en train de révéler des secrets militaires sensibles, ainsi que la corruption de l'ensemble de la classe politique italienne (révélée plus tard par l'affaire "mains propres") à ses geoliers de façon à obliger l'Etat à négocier sa libération. Le 9 mai 1978, de manière inexplicable, Moro est assassiné par Moretti et ses secrets sauvegardés, alors que leur révélation aurait provoqué un séisme politique, et peut-être une situation pré-révolutionnaire. Son assassinat a protégé l'Etat. Moretti tout comme Simioni, sont considérés aujourd'hui par Curcio et Franchescini comme des espions.

Les analyses que l'on peut tirer de cette série d'évènements sont duplicables à l'infini, dès lors qu'il s'agit d'une avant-garde armée, ou qui se rêve comme telle : la RAF, Action Directe, etc. Toute logique avant-gardiste séparé des luttes politiques réelles, est tôt ou tard victime de son isolement : elle est ainsi facilement manipulé par toutes sortes de factions, détournée de ses objectifs initiaux. Elle finit par servir et renforcer l'Etat qu'elle se promettait d'abattre.

Florent

_1.- Alberto Franchescini. "Brigades Rouges : l'histoire secrète des BR racontée par leur fondateur". Entretien avec Giovanni Fasanella. Editions du Panama 2005. **_2.-** Des deux militants anarchistes désignés par l'Etat comme les poseurs de la bombe de la place Fontana, le premier, Pinelli fut "suicidé" par la police du haut du commissariat de Milan (on prétexta qu'il était coupable puisqu'il avait voulu fuir en se jetant par la fenêtre…), le deuxième Valpréda fit des années de prison qui lui détruisirent la santé avant d'être reconnu parfaitement innocent. Dès l'origine de l'attentat, les services de l'Etat savaient quel groupe fasciste le préparait avec leur aide. **_3.-** Les états se divisent alors essentiellement entre ceux qui se reconnaissent dans l'idéologie marxiste léniniste ("l'Est", dominé par les maîtres de l'URSS) et ceux qui prônent l'idéologie du marché ("l'Ouest", dominé par la bourgeoisie des USA). Entre les deux, c'est alors ce qu'on appelle "la guerre froide".



Que faire ?

Le réseau fédéral de la CNT-AIT offre de nombreuses possibilités d'activités pour l'anarchosyndicalisme. De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !

Approfondir un sujet

Lire les brochures éditées par la CNT-AIT :

● catalogue en ligne
http://www.cntaittoulouse.lautre.net/secteur.php3?id_rubrique=8&lang=fr

● version papier : commander les brochures à son syndicat (tarif dégressif pour commandes de plusieurs, se renseigner).

Camper

15ème camping annuel estival CNT-AIT.

Du dimanche 3 au dimanche 10 août 2008, l'union régionale Midi-pyrénées organise son 15ème camping, en Aveyron. Un temps fort de réflexion en plein air ! Se renseigner auprès de l'UR (CNT-AIT de Montauban).

Commémorer

Mai 68

● Lire "*La CNT-AIT en Mai 68*". Version papier contre 5 euros à commander à la CNT-AIT de Paris (chèque à l'ordre de CNT-AIT).

●Dimanche 11 mai 2008, à 14 heures - Débat public "Mai 68, mythes et réalités" au local CNT-AIT de Montauban

Révolution espagnole (19 juillet1936)

●Toulouse, samedi 19 juillet 2008 :
A 14 h., au local CNT-AIT : Un autre futur.
A 19 h., place Federica Montseny : Rassemblement
A 20 h., paella collective (s'inscrire auprès du syndicat).

Ecouter

● Tous les dimanches, de 18 à 20 heures, vous pouvez écouter sur internet. l'émission "Passe-Muraille" produite par Radio air libre, 365 chemin d'Alsemberg, 1190 Bruxelles (info du CASP).

Ecrire

● Le Comité d'action de solidarité aux prisonniers (CASP, tous les Samedi, 17h-19h, 7 rue St rémésy, Tlse) appelle plus particulièrement à écrire à :

- M. Bamouhamad Farid, Prison de Lantin, 2 rue des Aubépines, 4450 Lantin. Belgique. (Qui refuse les traitements médicamenteux qu'on veut lui imposer pour le faire "tenir tranquille").

- M. Olivier Théron, écrou 10569, Maison d'arrêt de Seysses, BP 85, 31603 Muret. (Emprisonné pour jet d'un pot de yaourt sur la voiture d'un certain sarko).

Former un groupe, rejoindre la CNT-AIT

● Prendre contact avec le syndicat le plus proche ou avec le secrétariat confédéral (CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE ou par mail
contact@cntaittoulouse.lautre.net

Participer aux campagnes

● Campagne contre la biométrie. Campagne de solidarité face à la repression : affiches et tracts disponibles sur demande à CNT AIT de Perpignan.
Mail : ul.perpignan-cnt-ait (a) club-internet . fr

S'abonner

● A ce journal, voir page 2
● A la liste de diffusion internet (gratuit) :
http://liste.cnt-ait.info

Visiter

● Le stand CNT-AIT aux Eynoiseries (Eyne 66) à la mi-Juin 08.

Tchater

● Forum de la CNT-AIT de Caen
http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/

Quelques adresses utiles

● Toulouse : CNT-AIT 7 rue St rémésy 31000
Permanences tous les samedi 17 h. Egalement aux puces le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers.

● Montauban : CNT AIT 10 passage de la Comédie 82000. Permanence tous les samedi après-midi.

● Quercy-Rouergue, autres départements de Midi-Pyrénées : écrire au journal qui transmettra.

● Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000
Permanences le Samedi après-midi à partir de 15h.

● Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex
Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).

● Paris : CNT-AIT, 108 rue Damrémont 75018.
Tables de presses régulières dans les XIX et XVIIIème arrondissement.

● Lyon : CNT-AIT, chez : librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.

...et aussi

● Clam (comité des lycéens anarchistes de Montauban)
10 passage de la Comédie, 82000 Montauban
mail : clam82@laposte.net

CNT-AIT Lille Hauinault Flandre

"Grain de révolte" est le journal d'information de la section CNT-AIT Lille-Hainaut-Flandre.
Partant des constat qu'il n'y avait pas de groupe se réclamant de l'anarchosyndicalisme et de l'AIT, et, que les idée anarchosyndicalistes rencontraient de plus en plus d'intérêt, nous avons décidé de lancer une CNT-AIT dans notre région.

Le journal, transfrontalier, réalisé par des compagnons belges et français, est bilingue flamand et français. N'hésitez pas à nous écrire pour proposer des textes et/ou pour recevoir gratuitement un ou plusieurs exemplaires de ce numéro ou des numéros suivants :

http://www.anarchiste.org/cnt-ait.lille/
cnt-ait.lille@anarchiste.org

Sommaire : Réflexion sur la sous-traitance du sous-emploi. Du démocratisme en milieu étudiant / over democratie in het studentenmilieu. A propos d'une idée ignoble appelée compétition / Over een gemeen begripOver begrip, competitie genaamd. Reclaim the street Kortriek / Courtrai. Construisons le communisme anarchiste maintenant !

Rouen : soutenons Alexandre

Alexandre de Rouen avait été relaxé en juin dernier, suite à son refus de prélèvement ADN. (cf. <http://refusadnrouen.over-blog.fr/>). Le parquet a fait appel de la décision. Alexandre est donc convoqué devant la Cour d'Appel de Rouen le 23 juillet. Une mobilisation de soutien est plus que jamais nécessaire !

Quand vidéosurveillance et fichage ADN resserrent les petites mailles du contrôle social, inutile d'invoquer Big Brother, ceci n'est pas de la science-fiction. Plus que de simples innovations technologiques, tout ceci participe d'un véritable projet de société. Certains ont déjà commencé à se battre, à lutter contre les avancées du contrôle social, et contre l'application des biotechnologies à ses fins. Récemment à Rouen des bornes biométriques ont été retirées d'un collège où elles devaient "faciliter l'accès à la cantine". La lutte s'organise, retrouvons-nous.

refusadnrouen@no-log.org

Campagne contre la biométrie

Nous continuons la lutte contre la biométrie, partout et particulièrement au lycée "climatique" et biométrisé de Font Romeu. Systématiquement, nos interventions, collages et signatures de pétitions sur le parking du lycée font venir les flics qui n'hésitent pas à nous intimider, nous refouler plus loin, là où il n'y a personne. Notre dernière intervention a été bien vécue par les parents d'élève qui venaient pour la réunion annuelle. Beaucoup de discussions, de signatures et de contacts ont eu lieu ! Du matériel d'information est disponible au syndicat. (CNT-AIT de Perpignan)

Toulouse : 1er mai solidaire des prisonniers

La CNT-AIT et le CASP avaient appelé, cette année encore à un rassemblement dans le quartier sous tension de Reynerie (Mirail). Pendant que la gauche caviar défilait en centre ville puis allait déjeuner sur l'herbe avec les gauchistes, notre rassemblement était des plus fréquentés. Il est vrai que, conjonction favorable, c'était jour de marché et que les manifestations de sympathie se sont succédées, beaucoup d'habitants faisant remarquer qu'une fois les élections passées on se retrouvait "entre nous" dans le quartier. A la course, en vélo ou en voiture, le rassemblement, rejoint par d'autres personnes, s'est ensuite rendu devant la prison de Seysses pour pousser quelques chansons de solidarité avec tous les détenus.



Tierra y libertad

Depuis le 29 mars, des familles, au nombre actuellement d'une centaine, lasses de vivre dans l'exiguïté et dans la misère, occupent un terrain contigu au quartier dans lequel elles habitent à Ciudad Evita Buenos Aires (Argentina). Malgré les menaces, les intimidation et les agressions du propriétaire, de ses gros bras et de la police, malgré un blessé par balle (plusieurs dizaines de coups de feu ont été comptés au total par les occupants), ces familles résistent à l'expulsion et poursuivent leur lutte pour un logement digne et la construction d'un quartier avec des pratiques et des liens horizontaux et collectif. Plus d'information est disponible auprès de la CNT-AIT de Grenoble (BP 223 - 38405 St Martin d'Hères Cedex) qui organise un soutien

Libérez les prisonniers de Boumaln Dadès !

A la suite d'une forte agitation sociale justifiée, la population du village de Boumaln Dadès (Maroc) est en butte à une forte répression depuis début janvier. Grèves de lycéens, manifestations, boycott des élections législatives… la réaction de la population est forte malgré le couvre feu et la répression. Plusieurs habitants sont dans les geôles de "notre ami le roi". Pour en savoir plus :

http://solidariteboumalenedades.blogspot.com/
et
<http://www.boumalne-dades.info/>

Muguet d'humeur du "Premier Mai"

Le "premier mai" trouve son origine dans la manifestation d'un puissant mouvement de grève générale pour l'amélioration de la condition ouvrière, qui a été durement réprimé aux Etats-Unis. En effet, on y avait relevé de nombreux blessés ; quatre anarchistes pensant que le monde allait changer de base avaient été également pendus par la suite pour l'exemple.

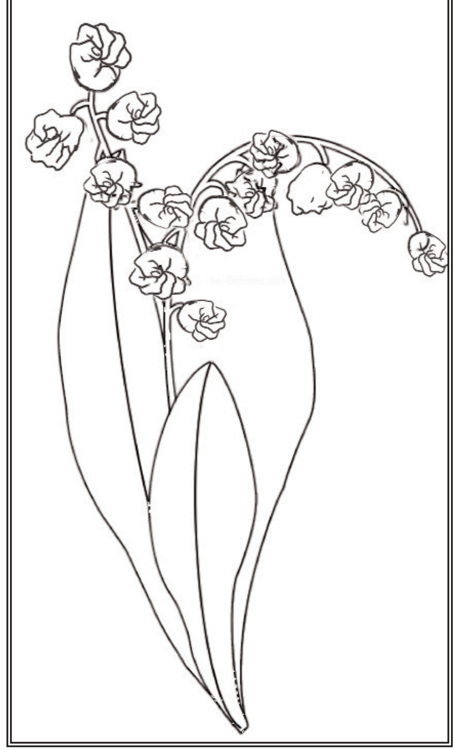
Que reste-t-il aujourd'hui du "premier mai" dans la mémoire collective ? Sûrement plus grand-chose me diriez-vous ! Changement de temps et de mœurs ! Le "premier mai" apparaît simplement comme une journée chaumée parmi d'autres où l'on se repose des méfaits du salariat, cet esclavage moderne. On en profite donc pour s'adonner à la futilité du loisir généré par la société de consommation avec toute sa misère existentielle : "se regarder dans le miroir télévisuel", par exemple.

La liberté serait-elle enfermée dans ce sombre spectacle déréalisant l'individu ?

L'histoire possède-t-elle encore son fameux sens ? N'est-elle plus dorénavant que cette religion civile du vainqueur ? Nos gouvernants et leurs laquais sont très éloquents sur ces questions en répondant par l'idéologie de la modernisation.

En France, le sarcopte a triomphé grâce à la peur et à la lâcheté quotidiennes de tous ceux préférant subir plutôt que d'œuvrer à leur liberté, tâche éminemment complexe et provoquant paradoxalement une autre peur parce que la liberté est une affaire de volonté et de rupture individuelles et collectives.

Les termes "ouvrier", "salarié" ou "exploité" désignent une condition de l'existence que les nantis et les gestionnaires veulent éradiquer de notre conscience et de notre imaginaire afin de les remplacer par d'autres euphémismes : "collaborateur", "agent", "employé", voire "citoyen"... Ce



qui permet notamment à l'exploité de se distinguer fictivement, comme si ses exploiteurs devaient chasser une vérité élémentaire dictant notre position dans ce monde : nous sommes les exploités et les opprimés du capitalisme et, plus largement, de la domination !

Tous ces séides ont en fait un but commun : l'Avoir, soit par une fructification maximale de leur capital - peu importe les moyens (pour eux, la fin justifie les moyens ; telle est leur éthique) -, soit dans l'augmentation de leur pouvoir d'achat. Bien sûr, ils savent jouer sur le plan de la communication avec leur novlangue. Néanmoins, c'est toujours à notre corps défendant (stress, angoisse, déprime, suicide ...) dans cette inversion vicieuse du "bien" et du "mal".

Le capital est ce problème à quoi nous sommes confrontés dans notre existence quotidienne. Que permet-il ? De s'accaparer toutes les richesses produites pour ceux qui possèdent les ressources nécessaires : titres de la propriété juridique et l'actionnariat ... Les lois de la concurrence font qu'à chaque perte on nous ressert du serrage de la ceinture : stagnation des salaires, inflation, etc.

Si, dans l'immédiat, on peut se contenter de quelques miettes de la redistribution pour améliorer notre ordinaire, nous, anarchosyndicalistes, ne souhaitons pas comme certains établir définitivement un meilleur partage du gâteau, mais aspirons à une existence épanouissante dans laquelle le travail ne serait plus central, scellant ainsi la fin du productivisme à outrance, par exemple. Nous réaffirmons le projet communiste-libertaire, débarrassé de ses scories du passé : son économicisme et sa syndicalisation des moyens de production et de l'échange, entre autres...

Nous, anarchosyndicalistes, sommes la continuation du "premier mai" en cette autre période : "intervallaire", soutiendrait le philosophe de la rue d'Ulm. C'est pour cela que nous descendons dans la rue à chaque "premier mai". Alors, il n'est jamais trop tard. Le "non choix" n'existe pas et ne sert que les nigauds, les salauds et les lâches. Maintenant, il faut lutter ! Car aucun en dehors n'est désormais plus possible à l'image de Robinson : ni esthète, ni anachorète. En effet, ce système post-totalitaire a réussi à occuper le moindre espace social afin de le régenter.

Membres CNT-AIT Caen



Deux étudiants à PERPIGNAN, un à PARIS, un à CAEN, tous inculpés suite aux blocages de la fac (CPE, LRU)...
A MONTAUBAN, un lycéen risque 3 ans de prison pour insultes et jet d'objets sur la police lors d'une manif anti-LRU...
Dans le VAL DE MARNE, en BRETAGNE à TOULOUSE plusieurs personnes arrêtées suite à des perquisitions douteuses...
A TOULOUSE, un militant condamné à 7 mois pour jet de yaourt sur la voiture de Sarkozy...

CNT-AIT
Confédération Nationale du Travail
Association Internationale des Travailleurs
www.cnt-ait-fr.org

ANARCHOSYNDICALISME !